

Traité avec le Mercosur : «Un accord contraire à l'intérêt national»

Dans une tribune au Parisien-Aujourd'hui en France, Guillaume Larrivé, candidat à la présidence LR, et 52 autres élus LR appellent à créer «une barrière écologique à la frontière de l'Europe».

Par Opinion

Le 7 juillet 2019 à 08h21, modifié le 7 juillet 2019 à 11h38

Guillaume Larrivé, député, candidat à la présidence des Républicains, et **Damien Abad**, député de l'Ain, **Emmanuelle Anthoine**, députée de la Drôme, **Serge Babary**, sénateur d'Indre-et-Loire, **Jérôme Bascher**, sénateur de l'Oise, **Martine Berthet**, sénatrice de la Savoie, **Valérie Boyer**, députée des Bouches-du-Rhône, **Jacques Cattin**, député du Haut-Rhin, **Marie-Christine Chauvin**, sénatrice du Jura, **Guillaume Chevrollier**, sénateur de la Mayenne, **Dino Cinieri**, député de la Loire, **Eric Ciotti**, député des Alpes Maritimes, **Pierre Cordier**, député des Ardennes, **Josiane Corneloup**, députée de Saône-et-Loire, **Arnaud Danjean**, député européen, **René Danesi**, sénateur du Haut-Rhin, **Rémi Delatte**, député de la Côte d'Or, **Jean-Pierre Door**, député du Loiret, **Marianne Dubois**, députée du Loiret, **Alain Dufaut**, sénateur de Vaucluse, **Laurent Furst**, député du Bas-Rhin, **Claude de Ganay**, député du Loiret, **Annie Genevard**, députée du Doubs, **Philippe Gosselin**, député de la Manche, **Jacques Groperrin**, sénateur du Doubs, **Pascale Gruny**, sénatrice de l'Aisne,

Patrick Hetzel, député du Bas-Rhin, **Brice Hortefeux**, député européen, **Alain Houpert**, sénateur de la Côte d'Or, **Alain Joyandet**, sénateur de la Haute-Saône, **Constance Le Grip**, députée des Hauts-de-Seine, **Marc Le Fur**, député des Côtes d'Armor, **Antoine Lefevre**, sénateur de l'Aisne, **Geneviève Levy**, députée du Var, **Brigitte Lherbier**, sénatrice du Nord, **Véronique Louwagie**, députée de l'Orne, **Sébastien Leclerc**, député du Calvados, **Franck Marlin**, député de l'Essonne, **Gérard Menuel**, député de l'Aube, **Frédérique Meunier**, députée de la Corrèze, **Stéphane Piednoir**, sénateur de Maine-et-Loire, **Nadia Ramassamy**, députée de la Réunion, **Anne Sander**, députée européenne, **Raphaël Schellenberger**, député du Haut-Rhin, **Jean-Marie Sermier**, député du Jura, **Eric Straumann**, député du Haut-Rhin, **Jean-Charles Taugourdeau**, député de Maine-et-Loire, **Patrice Verchère**, député du Rhône, **Charles de la Verpillière**, député de l'Ain, **Arnaud Viala**, député de l'Aveyron, **Michel Vialay**, député des Yvelines, **Jean-Pierre Vigier**, député de la Haute-Loire et **Stéphane Viry**, député des Vosges.

« Les traités de libre-échange ne sont ni bons ni mauvais en soi. L'accord signé le 28 juin entre l'Europe et le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) est contraire à l'intérêt national. Avant les élections européennes, le président Macron estimait que *la Commission européenne avait résisté à un accord jugé "mauvais"*. Désormais, il se félicite d'un *bon accord*. Cette volte-face ne repose pourtant sur aucune garantie suffisante pour protéger les intérêts de notre pays. Comment justifier d'imposer toujours plus de normes aux éleveurs français, tout en ouvrant nos portes à des productions agricoles qui ne les respectent pas ? Comment expliquer que l'on surtaxe en France l'automobiliste contraint de prendre sa voiture pour aller travailler à 10 km de chez lui, tout en détaxant l'importation d'une viande produite à 10 000 km de l'Europe ? C'est un jeu à somme négative, économiquement stupide et écologiquement pervers.

A rebours de ces absurdités, nous proposons de créer une barrière écologique aux frontières de l'Europe pour empêcher l'importation depuis des pays qui ne respectent pas nos standards environnementaux. Nous voulons faire contribuer les produits importés à la hauteur du gaz à effet de serre émis pour leur transport. Le président de la République, lui, préfère l'écologie bureaucratique. Il empile les Conseil de défense écologique, Haut Conseil pour le climat, Convention citoyenne pour la transition écologique et autre Conseil national de la transition écologique. Cette créativité technocratique ne le dissuade ni d'accepter l'importation de millions de produits ne respectant pas nos normes ni même d'offrir de nouveaux débouchés à une agriculture intensive sud-américaine responsable de 80 % de la déforestation de l'Amazonie. Qui ne voit, de plus, que cet accord soumettrait l'élevage français à une concurrence aussi massive que déloyale ? Ce sont 99 000 t supplémentaires de viande bovine à taux préférentiel, 180 000 t de volaille, mais aussi 180 000 t de sucre à taux zéro qui seraient importées en Europe en provenance du Mercosur.

Il en va de l'avenir de filières agricoles entières et du modèle français d'élevage, fondé sur des dizaines de milliers d'exploitations familiales et des exigences de qualité alimentaire. Les usines à viande sud-américaines inonderaient nos supermarchés de produits médiocres, présentant des risques pour la santé publique. Les antibiotiques, en Amérique latine, sont souvent utilisés comme hormones de croissance, et les trois quarts des produits phytosanitaires autorisés au Brésil sont interdits en Europe ! Alors même que nos éleveurs et nos bouchers sont déjà la cible de groupuscules extrémistes véganes, cet accord leur donnerait le coup de grâce. Quant aux garde-fous que les ministres français nous promettent (clause de sauvegarde en cas de déséquilibre d'une filière, respect des standards sanitaires européens), ils seraient aussi efficaces qu'un tuyau d'arrosage percé pour éteindre un incendie de forêt. Pour nous, parlementaires Républicains, le choix est clair. Notre riposte sera unanime. A l'Assemblée nationale, au Sénat comme au Parlement européen, nous nous mobiliserons pour que ce funeste accord ne soit pas ratifié. »